Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

19/11/2026

La grève maintenant : pour la satisfaction des revendications

Depuis le retour des vacances scolaires, le gouvernement multiplie les offensives ciblant les personnels mobilisés aux côtés des élèves. Après avoir demandé aux directions d'établissement de ficher « *les enseignants qui ont participé aux blocages* » mais aussi de « *décompter les jours de grève des enseignants* » qui, « *non déclaré grévistes* » n'auraient pas « *assuré la continuité pédagogique* » dans les lycées fermés. Un nouveau saut dans l'offensive répressive : Lecornu évoque désormais la possibilité de radier de l'Éducation nationale les personnels *« complices de violences »* les personnels se livrant à « *une planification logistique pour livrer des mortiers* » aux lycéens. Acculé, incapable de répondre aux attentes du pays et de sa jeunesse, le gouvernement ment de façon éhontée.

***Ce mouvement populaire profond a fait faire une avancée qualitative à la lutte des classes dans le pays*.**

Le 18 octobre Emmanuel Macron avait appelé les Français à ne pas protester dans la rue, rappelant que l'élection présidentielle de mai prochain devait être le moment ultime de l'arbitrage. Le peuple n'a cure de cette échéance et le montre par la persistance du mouvement en cours. Une étude publiée le **18 novembre 2026donne32 % d'abstention,** un niveau proche de 2017 et supérieur à 2022 et le scrutin ne changera rien, jugent 47 %, à la situation du pays car le duopole gauche-droite est usé jusqu'à la corde, tout comme le ni gauche ni droite, aucun candidat ne s'attaque à la domination capitaliste. Pour sa part, la classe dominante a déjà fait le choix du Rassemblement National.

Le Gouvernement a seulement des miettes à donner et des coups et pourtant, le mouvement s'enracine, **ce mouvement populaire profond fait faire une avancée qualitative à la lutte des classes dans le pays.**

De son côté, l'intersyndicale est entrée dans la lutte sur la pointe des pieds et à pas comptés avec un rôle d'encadrement, de pacification, de reprise du « dialogue » suppliant de calmer le jeu mais **le mouvement de lutte s'oppose à cette collaboration.** Une partie de la CGT repousse la collaboration de classe avec le gouvernement et le patronat. A Toulouse, l'Union Départementale a courageusement refusé le parcours de la Préfecture, la rue, a-t-elle proclamé, appartient à la classe ouvrière, celle-ci doit défendre chaque position et combattre ce régime autoritaire.

Le 5 novembre **nous étions 1,6 million de grévistes et de manifestants dans tout le pays.** La mobilisation est aussi forte dans le secteur privé. Malgré la violence de l'État contre les travailleurs et la jeunesse en lutte, ceux-ci reviennent encore et encore, semaine après semaine sans faiblir ! Contre vents et marées: 11 623 interpellés (en ne comptant donc pas les arrestations ayant eu lieues entre les grandes manifestations nationales, se comptant en centaines)[(1).]

Les samedis, « contre la vie chère » réunissent des milliers de personnes.

Le mouvement de la révolte sociale se poursuit. Nous sommes le grand nombre. La défense des droits démocratiques et sociaux se conjugue avec le rejet de la préparation à la guerre : pas un sou pour la guerre impérialiste tout pour ceux créant les richesses ! Le budget militaire, augmente de 6,5 milliards en une seule année (+11,4 %), plus l'ajout de 36 milliards en juin 2026, auquel il faut ajouter le recours au service national disposant d'un budget chiffré pour 2027 à **2,3 milliards d'euros,** Le coût de l'aide française à l'Ukraine depuis 2022 : **plus de 26 milliards d'euros.** Combien sommes-nous à devoir choisir entre nous chauffer et remplir le caddie, économiser quelques euros en sautant un repas ou en renonçant à des déplacements ?

La France n'est pas un pays pauvre.

Le secteur de la finance et les marchands d'armes prospèrent. Les compagnies pétrolières accumulent nombre de milliards nous rackettant à la pompe! La France est championne d'Europe du versement aux actionnaires. Le patronat industriel et financier siphonne toutes les richesses. Il impose sa loi.

L'argent existe afin d'augmenter les salaires :

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) **a coûté environ 110 milliards d'euros à l'État** sa transformation en allègements de cotisations patronales a été intégrée aux allègements généraux : jusqu'à 80,2 milliards d'euros en 2024. **270 milliards d'euros aux aides publiques aux entreprises** illustrant l'ampleur des ressources publiques mobilisées, **Baisse des impôts des sociétés (30 milliards d'euros/an)**. La France reste le pays des régimes dérogatoires : 465 selon le PLF 2026. Entre 2018 et 2025, **ils ont coûté 746,8 milliards d'euros à l'État** : crédit d'impôt recherche, emploi à domicile, Pacte Dutreil … dispositifs coûteux, détournés de leur finalité. Entre 2018 et 2022, le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) est passé de 33,3% à 25%, une des réformes fiscales les plus coûteuses. La France consacre chaque année entre 88 et 100 milliards d'euros aux niches fiscales. **La suppression de l'ISF et l'instauration du PFU (12 milliards d'euros/an)**. Les plus riches ne sont plus taxés qu'à 30% sur dividendes et plus values. Un pillage des caisses de l'État : les dividendes versés aux actionnaires ont triplé sous Macron, avec un record de 2 000 milliards d'euros : le patronat cache la vérité sur les richesses qu'il accapare.

Ensemble, revendiquons l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations à hauteur de ce qu'il nous faut !

Il faut indexer tous les salaires sur la hausse réelle des prix. Aujourd'hui, le calcul officiel de l'inflation sous-estime la hausse des prix de l'énergie, de l'alimentation, de la santé nous frappant.

L'intersyndicale déclare le 18 novembre : « *Le gouvernement doit prendre la mesure de la mobilisation en cours depuis plusieurs semaines dans la fonction publique, notamment le 29 septembre et le 5 novembre* ». Rien sur le 17 novembre, rien sur la lutte des salariés du privé, rien sur la lutte de la jeunesse ! Et conclut : *« dans un tel contexte nos organisations préparent la poursuite de la mobilisation dont elles préciseront rapidement les modalités. »*

Les syndicats comme le gouvernement craignent le mouvement : le niveau de conscience politique de millions de jeunes et de travailleurs s'est élevé nettement et cela malgré la barbarie des forces de l'ordre, les humiliations, les coups de matraque, les amputations, les nasses, les interdictions de manifester, les interpellations et incarcérations arbitraires, etc. L'État bourgeois ne peut être réformé; il doit être *balayé* comme le soulignait Lénine. La grève ce doit être maintenant, en convergence avec la jeunesse, le budget de Lecornu doit aller au panier : augmenter les salaires et les pensions est impératif, en finir avec le capitalisme et son monde d'exploitation, de misère, de famine, de guerres et de génocides, transformer le mécontentement social en soulèvement anti-capitaliste afin d'abattre le capitalisme et construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation capitaliste, voilà ce que nous devons mettre à l'ordre du jour de la lutte.

[1]***Mouvement lycéen et étudiant (depuis septembre).** Environ **8 000 gardes à vue** ont été effectuées. Selon le ministère de la Justice, ce volet a donné lieu à **trois détentions provisoires** (concernant trois majeurs pour des atteintes à des policiers ou des agents de l'Éducation nationale)

***7 184 gardes à vue** ont été recensées (4 523 majeurs et 2 661 mineurs). Elles ont débouché sur **3 053 poursuites** et **466 peines d'emprisonnement** (dont 195 fermes). Au 16 novembre 2026, **356 personnes** étaient privées de liberté (186 écrouées après condamnation et les autres placées en détention provisoire)

*Au 30 octobre 2026, **105 enquêtes** avaient été ouvertes par l'Inspection générale de la Police nationale (IGPN) à la suite d'incidents survenus lors des rassemblements. Un collectif de douze avocats a annoncé le 18 novembre déposer plainte devant la Cour de justice de la République (CJR) contre le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, mettant en cause l'usage des armes de maintien de l'ordre et contestant le décompte officiel des blessures policières.***44 cas de violences physiques** envers des journalistes couvrant les manifestations